

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.  
GÉNÉRALE  
A/36/628  
S/14737  
26 octobre 1981  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-sixième session  
Point 22 de l'ordre du jour  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-sixième année

Lettre, datée du 23 octobre 1981, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué que le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam a publié le 22 octobre 1981 au sujet de la résolution relative à la prétendue "situation au Kampuchea" adoptée par l'Organisation des Nations Unies. Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer la présente note et ce communiqué comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 22 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

ANNEXE

COMMUNIQUE PUBLIE PAR LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM AU SUJET DE LA  
RESOLUTION DE L'ONU SUR LA PRETENDUE "SITUATION AU KAMPUCHEA"

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté le 21 octobre une résolution concernant ce qu'elle se plaît à appeler la "situation au Kampuchea", afin d'essayer d'imposer au peuple kampuchéen une "solution politique", comme a eu l'absurdité de le demander en juillet dernier à New York cette réunion unilatérale qui portait le nom de "Conférence internationale sur le Kampuchea". Ainsi, une fois encore, on a fait servir de l'ONU pour camoufler les machinations et agissements criminels des expansionnistes chinois qui sont ligüés avec l'impérialisme américain et certains milieux réactionnaires des pays de l'ANASE contre le peuple kampuchéen et les trois pays d'Indochine, contre la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

Dans cette résolution, l'ONU ne se contente pas de ne tenir aucun compte de l'aveuglante réalité kampuchéenne, elle déforme aussi les faits sans s'embarasser de scrupules. Mais encore une fois, que cela soit bien clair, il n'y a au Kampuchea rien qui ressemble à "de l'instabilité". On n'y trouve qu'un peuple qui s'est magnifiquement régénéré depuis qu'il a été délivré, il y a de cela moins de trois ans, des Pol Pot-Ieng Sary et de leur clique de bouchers génocides. La seule instabilité est à la frontière thaïlandaise, et elle est due à ce que les autorités de ce pays voisin ont choisi la voie de l'erreur et se rangent du côté de la Chine et des Etats-Unis en apportant leur aide, y compris une assistance militaire, et leur appui moral aux Khmers réactionnaires en exil sur leur territoire et en leur faisant clandestinement repasser la frontière pour qu'ils aillent s'employer à saper le relèvement du peuple kampuchéen.

Il faut également faire observer que c'est dans les capitales d'un certain nombre de pays de l'ANASE que la bande génocide de Pol Pot et d'autres Khmers réactionnaires de tout acabit se sont rencontrés pour constituer une force "de coalition" contre le gouvernement révolutionnaire que les élections générales ont porté au pouvoir au Kampuchea et qui s'occupe avec efficacité de toutes les affaires intérieures et extérieures du pays. Ceux qui tirent les ficelles et aident à cette ingérence plus que patente ne sont autres que les expansionnistes chinois et les impérialistes américains.

Il n'échappe à presque personne aujourd'hui que le réel danger qui menace la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est réside dans la collusion entre l'expansionnisme chinois et l'impérialisme américain ligüés contre le peuple kampuchéen et les trois pays d'Indochine. Et pourtant, la résolution de l'ONU ne souffle mot de ce danger et n'exige pas que l'on mette fin à ce qui le cause, alors qu'elle demande au contraire avec insistance le "retrait des forces étrangères" présentes au Kampuchea afin de priver le peuple de ce pays et les trois pays d'Indochine de leur droit naturel de légitime défense.

La résolution de l'ONU vise aussi à substituer au gouvernement qui a été légalement constitué au Kampuchea une "coalition", imposée de l'étranger et formée par la clique génocide de Pol Pot et un certain nombre d'autres fantoches. Telle qu'elle se présente, cette résolution participe d'une action marquée par l'intervention absolument sans loi de la force brutale contre l'indépendance et la souveraineté de la République populaire du Kampuchea, au mépris des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

Cette résolution demande ouvertement que les Nations Unies entérinent la prétendue "Conférence internationale sur le Kampuchea" et le "Comité spécial sur le Kampuchea". Le but est de se servir de l'ONU pour faire pression dans ce que l'on se plaît à appeler le "problème kampuchéen", et pour imposer la volonté des expansionnistes chinois et de leurs valets au peuple kampuchéen, aux trois pays d'Indochine et aux forces de progrès qui luttent pour assurer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire du Kampuchea et pour que la paix et la stabilité règnent en Asie du Sud-Est.

Il est bien évident que cette résolution de l'ONU n'a rien à voir avec la réalité kampuchéenne, qu'elle est contraire aux intérêts légitimes du peuple de ce pays et des trois pays d'Indochine et qu'elle compromet la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Elle constitue une faute d'autant plus évidente qu'il n'existe absolument aucune ambiguïté au sujet du Kampuchea. Un tel contresens porte un grave coup au prestige de l'Organisation des Nations Unies et aussi longtemps qu'il ne sera pas rectifié, celle-ci ne pourra pas jouer un rôle positif dans le règlement des problèmes intéressant la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam approuve sans réserve le communiqué que le Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea a publié le 16 octobre 1981 et dans lequel il rejetait intégralement la résolution qui a été adoptée le 21 octobre suivant par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les propositions présentées à Ho Chi Minh Ville et à Phnom Penh par les Ministres des affaires étrangères vietnamien, lao et kampuchéen, ainsi que les nouvelles propositions des trois pays d'Indochine définissant les principes qui devraient guider les relations entre ces pays et ceux de l'ANASE, indiquent la bonne voie à suivre pour préserver la paix, la stabilité et les relations de coopération en Asie du Sud-Est. C'est une orientation qui répond aux aspirations des peuples de la région et qui a l'approbation et l'appui d'une large fraction de l'opinion publique mondiale.

Rien ne peut renverser le cours des choses au Kampuchea. Tout ce que peuvent faire les expansionnistes chinois, les impérialistes américains, les autres forces réactionnaires et leurs suppôts pour essayer de saper la souveraineté et la sécurité de la République populaire du Kampuchea, ruiner la solidarité active qui existe entre les trois pays d'Indochine, provoquer une confrontation entre ceux-ci et les pays de l'ANASE et mettre fin à la paix en Asie du Sud-Est, est totalement voué à l'échec.

HANOI, le 22 octobre 1981

